



Maroc: Stop à la répression ! Solidarité avec les camarades de la Voie Démocratique

Italie, le 29 décembre 2021

Potere al Popolo exprime sa solidarité et sa proximité aux camarades de la Voie Démocratique qui subissent quotidiennement une dure répression au Maroc, à partir de la dernière menace des autorités de ne même pas autoriser le cinquième congrès national du parti.

Depuis sa fondation, la Voie Démocratique a subi de graves persécutions par le régime marocain, mais ces dernières années, les restrictions et les abus ont dépassé les bornes. Après l'intimidation de dissolution du parti, annoncée par le Ministère de l'Intérieur, la répression contre l'organisation s'est intensifiée à travers le déni systématique d'espaces d'activité politique, l'obstruction d'utiliser les lieux publics, ainsi que la tentative d'empêcher l'ouverture de bureaux locaux de l'organisation.

Le régime marocain a déjà interdit la convocation du congrès des jeunes de la Voie Démocratique dans une salle publique et continue à poursuivre les membres du parti sur les lieux de travail, avec l'élaboration d'une véritable liste noire dans laquelle ils sont insérés. La liste noire est en possession des propriétaires d'entreprise et de sites de production dans tout le pays, qui leur refusent l'accès au travail. Cela va de pair avec l'entrave systématique à l'accès à l'emploi public des militants de la Voie Démocratique.

Les autorités mènent des campagnes d'intimidation contre les familles des membres de la Voie Démocratique, par le biais de menaces et d'abus, visant à dissuader l'adhésion à l'organisation. Sans oublier que plusieurs membres de la Voie Démocratique sont poursuivis et condamnés dans des procès inéquitables en raison de leurs idées et de leurs luttes, notamment le soutien aux conflits ouvriers, le boycott des élections législatives grotesques de septembre dernier et la solidarité vers les campagnes de dénonciation de violations des droits de l'Homme.

Cette véritable attaque que subit la Voie Démocratique provoque des répercussions dans toutes ses activités et même dans les relations du parti avec d'autres organisations au niveau continental et international, comme est témoigné par le refus d'accorder des visas aux militants palestiniens et à la délégation des camarades socialistes de Zambie et du SRWP d'Afrique du Sud qui auraient dû venir au Maroc.

Egalement, le régime réprime durement d'autres organisations dans lesquelles sont actifs de nombreux membres de la Voie Démocratique, comme l'AMDH qui est poursuivie pour son combat en faveur du respect des droits de l'Homme.

Cette agression systématique constitue une violation claire et grave des droits humains, de la liberté d'expression et d'organisation, qui montre le vrai visage du régime marocain, lequel au fil des années, notamment en Occident, s'est construit une fausse image de tolérance et de démocratie alors qu'il réprime constamment toute voix critique et indépendante.

Il suffit de penser aux cas des journalistes Omar Radi et Souleymane Raissouni, condamnés à plusieurs années de prison à l'issue d'un faux procès, parce qu'ils étaient d'entrave au régime. Ainsi que les centaines d'activistes et de journalistes qui font l'objet d'enquêtes et de persécutions par les autorités. Quiconque a animé des luttes et des mobilisations ces dernières années a été réduit au silence, réprimé et condamné. Un exemple est donné par les militants du Hirak du Rif, un mouvement de protestation protagoniste de manifestations massives et de grèves dans le nord du Maroc entre 2016 et 2017. L'ancien leader de la protestation Nasser Zefzafi a été condamné à 20 ans de prison car il a été reconnu coupable d'«atteinte à la sécurité de l'État». D'autres protagonistes des mobilisations, comme Nabil Ahmjiq, Ouassim Boustati et Samir Ighid, ont reçu le même verdict.

Ces condamnations s'inscrivent dans la répression omniprésente du régime qui a fait recours à tous les moyens possibles pour réduire au silence l'opposition, utilisant par exemple le logiciel israélien «Pegasus» pour espionner des dizaines d'activistes.

Dans ce contexte, la pandémie a représenté l'occasion d'intensifier le contrôle et la répression, dans un climat de troubles sociaux croissantes et d'augmentation des inégalités, qui ont provoqué des tensions sociales et protestations, sonnette d'alarme pour la stabilité tant vantée du Royaume.

A cela s'ajoute le conflit régional avec l'Algérie, qui a atteint son paroxysme ces dernières semaines, avec la rupture des relations diplomatiques (toujours difficiles) entre les deux pays, suite à la reprise du conflit avec le Front Polisario et à la normalisation des relations diplomatiques avec Israël, dans le cadre de l'adhésion aux « Accords d'Abraham », l'année dernière. La répression contre les militants sahraouis, dont beaucoup sont en prison depuis des années, exposés à des abus de toutes sortes, s'est intensifiée, tout comme le climat de chauvinisme croissant qui a fait taire toutes les voix critiques sur la question, comme celles des militants de la Voie Démocratique.

La solidarité avec les palestiniens, héritage commun de la grande majorité des marocains, est aussi devenue objet de répression, à cause de l'interdiction des manifestations, des violences policières et des arrestations effectuées dans plusieurs mobilisations.

Nous croyons qu'il est de plus en plus nécessaire de faire connaître ce qui se passe réellement au Maroc et d'apporter un maximum de soutien à ceux qui résistent courageusement chaque jour, comme nos camarades de la Voie Démocratique.

En tant que Potere al Popolo, nous sommes à leurs côtés et nous soutenons fermement la campagne de solidarité internationale lancée ces dernières semaines qui demande la pleine liberté politique, de contestation, d'organisation et d'expression !

Nous invitons toutes les organisations de solidarité sociale et politique à partager et à signer cet appel afin de renforcer la lutte internationaliste !